

LES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UE EN CONCLAVE À BRUXELLES

Stockholm pour relancer Manhassen

José Manuel Barroso, président de la Commission européenne actuel, sera reconduit, c'est certain. Mais comme un deuxième sacre du «Caméléon», comme les citoyens des 27 le désignent, n'est pas acte populaire, les 27 chefs d'Etat et de gouvernement réunis hier à Bruxelles ont trouvé la parade.

Du Justus Lupsius, siège du Conseil européen, Aziouz Mokhtari

Ce sera une réélection en catimini, sans faste, pas en grande pompe. Il est vrai que José Manuel Barroso n'est pas, à franchement écrire, une personnalité marquante du paysage politique et institutionnel. Pro-américain (c'est lui, alors chef de gouvernement du Portugal, qui présida au cérémonial de guerre contre l'Irak aux Açores), ce qui le propulse, tout de go, président de la commission. G. Bush et Tony Blair avaient exercé le forcing nécessaire pour que cela soit. Et ainsi fût-il. Barroso est un ultra-libéral viscéral. Lors de la crise dite financière, encore en cours, il ne leva pas le petit doigt pour décréter

quelque mesure salvatrice qui soit. Les Etats-membres, un à un ou en coordination bilatérale, hors UE, ont dû inventer les procédures d'urgence nécessaires. Pourtant, c'est cet homme, et personne d'autre, qui sera le futur patron de la Commission européenne. Les voies de l'Europe comme celles du seigneur sont impénétrables. Lors de ce conclave bruxellois, il a été question aussi, tout de même, de crise financière, du traité de Lisbonne — privilégié pour remplacer la défunte constitution dite «Giscard» et l'insignifiant traité de Nice. Même à ce niveau, les Européens ont des craintes réelles. En cas de «non» irlandais (scrutin en octobre prochain), «Lisbonne» sera caduc. Et les institutions de

l'Union seront paralysées pour de longues années encore. Il faut dire que l'Europe ne fait plus recette aux yeux des citoyens des 27 Etats membres. Bureaucratique, inhumaine, libérale, elle représente à leurs yeux l'instrument qui a cassé le modèle social au profit de la concurrence effrénée, du chacun-pour-soi et de l'angoisse du lendemain. Les agriculteurs du Vieux-Continent sont d'ailleurs venus, nombreux, hier à Bruxelles manifester leur colère et leur désappointement face à la crise. Le son de cloches des vaches sera-t-il entendu par les dirigeants ?

Rien n'est moins sûr. Pour la simple et unique raison que l'UE est comme la plus belle fille du monde : elle ne peut donner que ce qu'elle a. Actuellement, peu de choses. La satisfaction, l'une des rares de ce sommet, est le fait que c'est la Suède qui prend la présidence de l'ensemble de l'ar-



José Manuel Barroso.

Photo : D.R.

chitecture institutionnelle européenne. C'est une excellente nouvelle pour le peuple sahraoui, vu que la Suède avait refusé, l'on s'en souvient, de signer les accords de pêche entre l'UE et le Maroc. Etant entendu pour Stockholm que les eaux territoriales

sahraouies ne pouvaient être incluses dans le traité.

Au motif de droit selon lequel le Sahara Occidental est un territoire non-autonome selon la doctrine des Nations-Unies.

Les observateurs, ici, à Bruxelles, s'attendent à ce que sous présidence sué-

doise, les efforts de Christopher Ross, émissaire onusien pour le Sahara Occidental, trouvent preneur. Les Suédois iront-ils jusqu'à rouvrir le dossier — honteux pour Bruxelles — des accords de pêche avec le Maroc. On verra.

A. M.

KHAMENEI AVERTIT L'OPPOSITION IRANIENNE

La soumission ou l'épreuve de force

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a mis hier l'opposition devant le choix d'accepter la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad ou de risquer l'épreuve de force avec le pouvoir en continuant à manifester pour un nouveau scrutin.

«Le peuple a choisi celui qu'il voulait» comme président, a asséné le guide dans un prêche extrêmement dur à l'Université de Téhéran. La plus haute autorité de l'Etat a ainsi balayé tout espoir que le Conseil des gardiens de la Constitution, chargé d'examiner les plaintes des candidats sur la régularité du scrutin, trouve grand-chose à redire.

Dans ces conditions, il a présenté les manifestations quotidiennes de l'opposition menée par le candidat Mir Hossein Moussavi, comme la réaction condamnable de «ceux qui n'ont pas eu assez de votes». Le guide

suprême l'a mis ainsi au défi, avec l'autre candidat Mehdi Karoubi, de poursuivre leur action, alors que M. Moussavi a jusqu'ici ignoré les prises de position de l'ayatollah Khamenei. Quand ce dernier a approuvé samedi la réélection de M. Ahmadinejad en la qualifiant de «grande fête», le chef de l'opposition en a contesté les résultats.

Quand l'ayatollah l'a enjoint dimanche à poursuivre sa contestation uniquement par des voies légales, M. Moussavi a mis un point d'honneur le lendemain à se rendre à une manifestation monstre dans le centre de la capitale. Enfin, quand Ali Khamenei a

déclaré mardi qu'un recompte partiel du scrutin pouvait être envisagé si nécessaire, le chef de l'opposition a répété le lendemain qu'il n'attendait rien moins que son annulation.

Tout au long de cette confrontation, l'arme de M. Moussavi a été la mobilisation quotidienne de partisans prêts à braver la police anti-émeute, qui s'est finalement fait discrète, et les miliciens islamistes du bassidj, qui ont trouvé à l'occasion plus fort qu'eux.

Mais hier, le guide a lancé un dernier avertissement en affirmant qu'il ne «cèdera pas à la rue».

Le camp de M. Moussavi n'a pas immédiatement réagi à cet ultimatum. Le pouvoir ne manque pas de ressources pour affronter s'il le souhaite des manifestants. Outre les forces de police et les

bassidjis, il dispose aussi de militaires encore plus déterminés comme le groupe Ansar Hezbollah et d'un corps d'élite militaire avec les Gardiens de la révolution.

Le camp de M. Moussavi a pris grand soin d'éviter toute provocation depuis lundi soir, quand sept civils avaient été tués en marge d'une grande manifestation dans un affrontement avec des bassidjis. La consigne de silence imposée aux manifestants, qui défilent chaque jour en bon ordre, a été particulièrement bien respectée et les marches se sont toujours déroulées à la nuit tombée pour éviter tout coup fourré.

Mais le guide suprême a d'ores et déjà fait porter la responsabilité de tout dérapage sur les dirigeants de l'opposition.

«Les responsables politiques

qui ont une influence sur le peuple devraient faire très attention à leur comportement, s'ils agissent de façon extrémiste, cet extrémisme atteindra un point de non-retour (...) ils seront responsables pour le sang, la violence et le chaos», a dit l'ayatollah Khamenei.

Et si ce ne sont pas les manifestants eux-mêmes qui vont à la faute, des éléments étrangers au mouvement pourraient les y amener.

«Quoi de mieux que de se cacher dans les rangs du peuple (pour commettre) un acte terroriste (...) comme l'assassinat d'un bassidj ou d'un policier», a dit le guide, en estimant que «cela déclencherait une réaction émotionnelle» dans les rangs de ces bassidjis ou policiers. Et donc une répression de leur part.

PORT DU NIQAB EN FRANCE

Le gouvernement n'exclut pas de légiférer

Le gouvernement français n'a pas exclu hier une loi pour interdire le port du niqab ou de la burqa, devant le débat lancé par des parlementaires qui dénoncent ce voile intégral revêtu par certaines femmes musulmanes en France, même si le phénomène reste marginal.

Une enquête «doit nous permettre de voir plus clair sur le sujet», de «mesurer l'ampleur du phénomène et puis ensuite de prendre les décisions qui s'imposeront», a affirmé le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel.

«Pourquoi pas» une loi, a-t-il dit. Mais ce débat, lancé par une demande de commission d'enquête parlementaire sur le sujet formulée par une soixantaine de députés, ravive la polémique sur la laïcité en France, seul pays européen à avoir légiféré, en 2004, pour interdire le voile islamique à

l'école. Signe de la sensibilité du sujet en France, où vivent quelque 5 millions de musulmans, la question divise les associations, la classe politique, et jusqu'au sein même du gouvernement. D'autant que la France ne dispose d'aucune statistique sur le nombre de femmes portant ce voile intégral, qui est considéré comme «très marginal» par les organisations musulmanes.

La secrétaire d'Etat à la Ville, Fadela Amara, d'origine algérienne, est pour une loi prévoyant «l'interdiction totale de la burqa» et elle a qualifié hier le niqab, souvent noir, de «cercueil qui tue les libertés fondamentales». Elle a appelé le président Nicolas Sarkozy à se prononcer sur la question, estimant qu'il a «une voix à faire entendre».

En revanche, le ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale Eric Besson a réaffirmé son «scepticisme» face à une loi qui serait «inefficace». La veille, il avait déjà jugé «inopportun de relancer une polém-

mique» sur les signes religieux et «dangereux» de remettre en cause l'équilibre trouvé par la loi de 2004.

L'opposition socialiste a, de son côté, appelé hier à éviter les solutions «simplistes», estimant que si une loi l'interdisait cela n'empêcherait pas les femmes de continuer à le porter. «Elles resteront chez elle et on ne les verra plus», a déclaré Martine Aubry, la dirigeante du PS.

«Bien sûr qu'on est opposés à la burqa, au voile intégral, mais ce que je souhaite d'abord c'est qu'on s'occupe de l'insertion de ces populations», a-t-elle expliqué, faisant référence au chômage qui frappe particulièrement les jeunes et les banlieues défavorisées à forte population musulmane.

C'est dans la périphérie des grandes villes, comme Paris et Lyon, que le phénomène du niqab est le plus visible et en augmentation, selon les parlementaires favorables à son interdiction.

Le Conseil français du culte musulman

(CFCM), organe représentatif de la communauté, s'est élevé contre l'idée d'une enquête parlementaire, craignant un «amalgame» et la «stigmatisation des musulmans».

Pour Dounia Bouzar, ex-membre du CFCM spécialiste de l'islam en France et auteur d'une étude sur la religion au travail, poser le débat sur le niqab dans des termes religieux est une erreur.

Elle estime qu'il «faut interdire le niqab sur l'argument sécuritaire» comme en Belgique, où dans certaines villes toute personne qui masque son visage hors période de carnivals est passible d'amende. «C'est du droit commun. Cela ne stigmatise pas de religion», dit-elle à l'AFP.

Pour elle, le niqab, au contraire du foulard, «traduit une conception archaïque de l'islam».

«L'islam existe depuis 14 siècles et le niqab n'a que 70 ans et il est une création de groupuscules sectaires qui se disent salafistes», a-t-elle dit.